



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DES VOSGES

direction
départementale
de l'Équipement
Vosges



Service de l'Urbanisme
et de l'Habitat
Bureau Planification et
Prévention des Risques

ARRÊTÉ N°37/07/DDE

**Portant approbation
du Plan de Prévention des Risques naturels
« inondations » de la rivière la Moselle-centre
sur les communes de Dinozé, Epinal et Golbey**

Le Préfet des Vosges
Officier de la Légion d'Honneur

VU le code de l'environnement, art. L 562-1 à L 562-8 ;

VU le code de l'urbanisme, art. L 126-1 et R 126-1 ;

VU le code de la construction et de l'habitation, art. L 126-1 ;

VU le livre II nouveau du code rural modifié ;

VU la loi n° 82-600 du 13 juillet 1982 modifiée relative à l'indemnisation des victimes de catastrophes naturelles ;

VU la loi n° 87-565 du 22 juillet 1987 modifiée relative à l'organisation de la sécurité civile, à la protection de la forêt contre l'incendie et à la prévention des risques majeurs, chapitre IV ;

VU la loi 95-101 du 2 février 1995 relative au renforcement de la protection de l'environnement, chapitre II, art. 16 ;

VU la loi n° 2003/699 du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages ;

VU la loi n° 2004-811 du 13 juillet 2004 dite loi de modernisation de la sécurité civile ;

VU le décret n° 95-1089 du 5 octobre 1995 relatif aux Plans de Prévention des Risques Naturels Prévisibles ;

VU l'arrêté préfectoral n° 330/04/DDE du 12 mai 2004 prescrivant la révision du PPRi de la Moselle sur 12 communes dont Dinozé, Epinal et Golbey ;

22 à 26 avenue Dutac
88 026 EPINAL CEDEX
téléphone :
03 29 69 12 12
télécopie :
03 29 69 13 12
mél dde-vosges
@equipement.gouv.fr

VU l'arrêté préfectoral n° 271/06/DDE en date du 22 septembre 2006 portant ouverture d'une enquête publique relative au PPRI de la Moselle-Centre sur les communes de Dinozé, Epinal et Golbey ;

VU l'avis favorable de Monsieur Claude BARLIER, commissaire-enquêteur, en date du 8 janvier 2007 ;

VU le rapport du Directeur Départemental de l'Equipement,

CONSIDERANT la nécessité de délimiter les terrains sur lesquels l'occupation ou l'utilisation du sol doit être réglementée du fait de son exposition aux risques « inondations » sur ces communes,

SUR la proposition du Secrétaire Général de la Préfecture,

ARRÊTE :

Article 1^{er} :

Le Plan de Prévention des Risques « inondations » lié à la rivière la Moselle-centre sur les communes de Dinozé, Epinal et Golbey, tel qu'il est annexé au présent arrêté, et comprenant les pièces mentionnées à l'article 2 est approuvé.

Article 2 :

Le dossier réglementaire du PPRI de la Moselle-centre, comprend :

- une note de présentation
- un règlement
- des documents graphiques.

Article 3 :

Le présent arrêté fera l'objet d'une mention dans le journal local « la Liberté de l'Est ».

Article 4 :

Le présent arrêté fera l'objet d'une mention au Recueil des actes administratifs et informations officielles de la Préfecture des Vosges .

Article 5 :

Copie du présent arrêté sera adressée :

- aux mairies de Dinozé, Epinal et Golbey ainsi qu'au siège du Syndicat mixte des Vosges centrales pour affichage pendant un mois au minimum.

L'accomplissement de cette mesure incombe aux maires et est certifié par eux.

Article 6 :

Le plan approuvé est tenu à la disposition du public dans les Mairies concernées, au siège du Syndicat mixte des Vosges centrales ainsi qu'en Préfecture.

Article 7 :

Le Secrétaire Général de la Préfecture, Le Directeur Départemental de l'Équipement, les Maires des communes concernées et le Président du Syndicat mixte des Vosges centrales, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Cette décision peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de mes services dans un délai de 2 mois à compter de sa notification.

Il est également possible de contester cette décision devant le Tribunal Administratif dans les mêmes conditions de délai ⁽¹⁾

A Epinal, le 24 MAI 2007
Le Préfet,

Pour le Préfet et par délégation
Le Secrétaire Général de la Préfecture,

Charles-Edouard TOLLU

⁽¹⁾ « Il est conseillé avant tout recours, de demander les fiches d'information établies à cet effet par le Tribunal Administratif de Nancy.

Ces fiches seront adressées gratuitement sur simple demande par lettre ou par téléphone au Tribunal Administratif de Nancy – 5, place de la Carrière – C.O. n°38 – 54036 Nancy Cedex – Tél. 03.83.17.43.43 ».